

14.2.14. SOCREDO

Secteur d'activité : Economie générale		
Code NAF : 6419 Z	N° TAHITI : 075390	N° RCS : 59 1 B
Tel : 40 41 51 23/40 47 90 84	Email : NC	
Siège social : 115 rue DUMONT D'URVILLE - BP 130 - 98713 PAPEETE-POLYNESIE FRANCAISE		
Directeur général : M. Régis CHANG		

Présentation

Créée en 1959, la Banque SOCREDO a pour objet de financer des opérations dans trois domaines d'activité principaux : le financement de l'habitat et de l'équipement des ménages, le financement des investissements et de l'activité des entreprises et l'accompagnement de projets s'inscrivant dans le cadre du développement économique et social de l'ensemble des archipels.

Conseil d'administration

Président :	Philippe BAUDUIN (AFD –EPIC)
Administrateurs publics :	Antony GEROS (collectivité de la PF)
	Claude PERIOU (collectivité de la PF)
	Minarii GALENON-TAUPUA (collectivité de la PF)
	Warren DEXTER (collectivité de la PF)
	Taivini TEAI (collectivité de la PF)
	Mounia AIT OFKIR (AFD- epic)
	Marie EDAN (AFD –epic)
Administrateurs privés :	Régis BARRIAC (COFIBRED)
	Darryl CONSTANTIN (COFIBRED)

Actionnariat

Valeur nominale de l'action (F CFP) :			50 000
Nom du Souscripteur	Nb d'actions	%	Montant
POLYNESIE FRANCAISE	220 000	50,00%	11 000 000 000
Total collectivités publiques	220 000	50,00%	11 000 000 000
AGENCE France Développement	154 000	35,00%	7 700 000 000
COFIBRED	66 000	15,00%	3 300 000 000
Total banques	220 000	50,00%	11 000 000 000
Total	440 000	100%	22 000 000 000

Ressources humaines : masse salariale et effectif

Exercice	Montant (MF CFP)	Variation (%)	Effectif permanent	Variation (%)
2022	4 600 738 913	2,59%	481	-0,82%
2023	4 643 740 017	0,93%	487	1,25%
2024	4 924 304 060	6,04%	524	7,60%

Ressources humaines : pyramide des âges

2024	Homme		Femme		Totaux	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
< 20 ans	0	0%	0	0%	0	0%
20-24 ans	7	4%	6	2%	13	2%
25 -29 ans	18	10%	25	7%	43	8%
30-34 ans	17	9%	40	12%	57	11%
35-39 ans	22	12%	63	19%	85	16%
40-44 ans	32	17%	82	24%	114	22%
45-49 ans	34	18%	45	13%	79	15%
50-54 ans	23	12%	44	13%	67	13%
55-59 ans	28	15%	28	8%	56	11%
60-65 ans	4	2%	6	2%	10	2%
> 65 ans	0	0%	0	0%	0	0%
Totaux	185	100%	339	100%	524	100%

Activités de la société en 2024

En 2024, la croissance économique de la Polynésie française s’est poursuivie à un rythme modéré, dans le sillage de 2023.

- La Polynésie Française a enregistré une fréquentation touristique record de 263.000 touristes et accueilli les épreuves de surf à l’occasion des jeux olympiques de Paris 2024.
- L’emploi salarié est resté bien orienté, soutenant ainsi la consommation des ménages, bien que sa dynamique ralentisse. Le chiffre d’affaires global des entreprises a atteint un palier avec un rebond dans la construction et le génie-civil avant les Jeux Olympiques, pour se contracter dans le commerce et le tourisme.
- Comme dans le reste du monde, la désinflation s’est poursuivie. Établie à +1,5% en mars 2024, puis à +1,2% en juin 2024, l’inflation atteint une moyenne annuelle glissante à 1,1% à fin octobre 2024.
- L’Institut d’Emission d’Outre-Mer (IEOM) a joué son rôle de soutien de la zone Pacifique à travers le renouvellement des lignes de refinancement. Dans la lignée des baisses de taux

directeurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) à mi année, l'IEOM a également réduit ses taux de facilité de dépôt et de financement.

- En Polynésie Française, à fin octobre 2024, la production de crédit sur la place s'est inscrite en retrait de 3,5 milliards FCFP par rapport à l'année précédente. Pour rappel, l'année 2023 avait été exceptionnelle et portée par l'habitat. Celle de 2024 est portée par la consommation et le financement des besoins de trésorerie des entreprises.

Dans **la zone Pacifique**, la Nouvelle-Calédonie a connu en 2024 une vague de violence d'une ampleur inédite depuis les événements des années 1980. Les violences, essentiellement caractérisées par des émeutes urbaines et péri-urbaines, ont été principalement déclenchées par la présentation à l'Assemblée nationale et au Sénat d'un projet de révision constitutionnelle prévoyant un dégel partiel de la composition du corps électoral aux élections provinciales, jugé défavorable par la communauté mélanésienne.

Les conséquences des émeutes sur l'économie et les finances publiques s'annoncent majeures, les troubles s'étant soldés par de lourdes pertes humaines et d'importants dégâts matériels estimés à plus de deux milliards d'euros. Le coût du risque des établissements de crédit Calédonien a été fortement impacté par ces événements et leurs conséquences.

L'économie mondiale, incertitudes et contexte baissier des taux

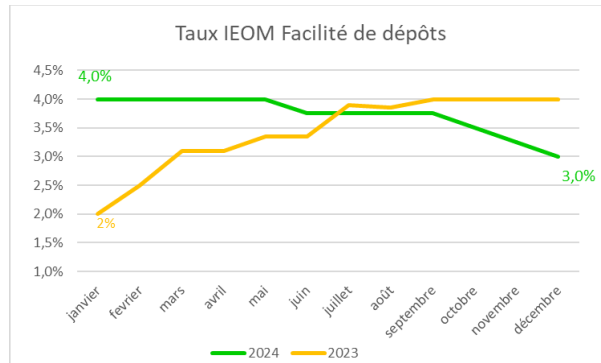
Au plan mondial, en 2024, la croissance économique a été modérée mais hétérogène, au regard de la persistance des tensions géopolitiques. Fin 2024, l'élection de Donald Trump à la tête des Etats Unis d'Amérique, empreinte d'une rhétorique protectionniste, a accru les incertitudes et réduit la visibilité en matière de perspectives économiques et géopolitiques mondiales.

De la même manière qu'en 2023, l'inflation est demeurée la préoccupation majeure en 2024. La majorité des pays dans le monde a atteint le niveau cible et la désinflation s'est poursuivie à 5,9% en 2024.

Dans le contexte de réduction des tensions inflationnistes, depuis juin 2024, les principales banques centrales ont annoncé des baisses des taux directeurs rapides et successives. Après avoir atteint au niveau mondial un pic à 8,7% d'inflation en 2022, les projections s'établissent à 4,3% en 2025, se rapprochant ainsi du niveau moyen des deux décennies avant la pandémie.

Malgré les bonnes nouvelles en matière d'inflation, les risques de dégradation persistent et dominent actuellement les perspectives. Une escalade des conflits régionaux, voire mondiaux, pourrait présenter des risques importants pour les marchés des produits de base (énergétiques, métaux et minerais, agricoles et produits chimiques de base).

Dans ce contexte, la banque SOCREDO reste attentive et réactive aux évolutions économiques et géopolitiques, et s'adapte à l'évolution de la courbe des taux :



2024 marque le début de la **stratégie Te Avei’a 2028 (cap 2028)** de la banque SOCREDO à 5 ans pour la période 2024-2028.

Dans ce contexte, au 31 décembre 2024, **la situation de la Banque SOCREDO est matérialisée par un bilan qui s’établit à 417,829 milliards de F CFP** contre 407,529 milliards de F CFP au 31 décembre 2023, soit une hausse du total bilan de +2,5%. Malgré un ralentissement des encours de crédit en début d’année, ceux-ci ont profité d’une embellie les derniers mois de l’année en matière de production des crédits.

Le compte de résultat 2024 est arrêté à 1,619 milliards de F CFP contre 1,725 milliard de F CFP au 31 décembre 2023. Cette baisse de -6,1% est principalement due à la hausse des charges générales d'exploitation et au résultat net sur actifs immobilisés compensé par une bonne maîtrise du coût du risque.

La Banque SOCREDO a été marquée, au cours de l’exercice **2024** :

Au titre de ses activités commerciales, par :

- La poursuite du déploiement des projets de modernisation du marché des particuliers et de la relation client, avec une nouvelle version de l’application mobile, et le développement des travaux liés la souscription de crédit en ligne et la signature électronique.
- La multiplication des rencontres avec les professionnels et l’intensification de la présence commerciale sur le terrain au niveau de la clientèle des entreprises.
- Le conseil en développement durable proposé au client sur les crédits habitats.
- De nombreuses campagnes en faveur du crédit à la consommation, et des participations aux salons et foires.
- Le lancement de la nouvelle marque de la banque, le 24 mai 2024.

- Le chantier filière espèces et la nouvelle organisation des agences qui permettent progressivement d'autonomiser les clients et d'orienter la force commerciale vers l'accompagnement et le renforcement de l'équipement des clients,
- L'ouverture le 1er juillet 2024 du centre de relation clientèle, qui a été internalisé pour répondre aux enjeux de joignabilité et améliorer le taux de qualité de service.

Au titre du développement durable, par :

- Le financement de projets emblématiques liés à la transition énergétique et écologique de la Polynésie, tels les centrales solaires ou le financement de l'optimisation énergétique dans les constructions.
- La réalisation du 1er bilan carbone, complet, afin de mesurer les émissions de gaz à effet de serre générés par la vie de bureau et son activité de financement.
- La signature d'un partenariat avec AOA pour la mise en place d'un dispositif de compensation sur les projets de promotions immobilières.

Au titre de ses obligations réglementaires, juridiques et fiscales, par :

- Notamment dans le contexte spécifique des Jeux olympiques, le renforcement de la cybersécurité par la sécurisation de son système d'information, par la mise à jour de la Politique de Sécurité du Système d'Information, la mise en place d'un outil de surveillance du réseau, le durcissement de la politique des mots de passe, et les mise à niveau de son dispositif de gestion des risques informatiques.

Au titre de la gestion de la liquidité et du refinancement, par :

- Le contexte de taux bénéfique sur les opérations interbancaires, dont le placement de la liquidité augmente à 3,06%.
- La renégociation de la convention CASDEN en décembre 2023 a permis à la Banque de bénéficier favorablement de conditions de remplacement de liquidités.
- Le niveau des dépôts en adéquation avec les encours de crédits, afin de maîtriser le recours à la dette, et de générer suffisamment de liquidité pour respecter le ratio LCR.
- Également, le niveau des ressources interbancaires progresse de +3,9 milliards de F CFP, par la souscription aux dispositifs LR de l'IEOM +3,7 milliards à fin 2024, le tirage d'une ligne long terme AFD à hauteur de 2,9 milliards de F CFP et le remboursement de la ligne court terme AFD pour 1 milliard de F CFP.

Au titre du risque de crédit, par :

- La cession en octobre 2024, à une société de défaisance, des créances contentieuses pour un montant de 380 millions de F CFP. A l'issue de cette opération de cession, le taux de douteux de la banque s'établit à 3,2%.
- Le coût du risque de crédit s'est matérialisé par une dotation nette de 403 millions de F CFP, et n'intègre pas, au 31 décembre 2024, de coût du risque en rapport avec les expositions situées en Nouvelle Calédonie.

Agrégats du bilan comptable :

ACTIF :

En F CFP	2022	2023	2024
Immobilisations incorporelles et corporelles	17 278 160 869	18 002 589 851	15 232 733 256

Actif immobilisé brut incorporel	4 139 504 197	4 618 114 204	2 907 337 317
---	----------------------	----------------------	----------------------

Actif immobilisé brut corporel	13 138 656 672	13 384 475 647	12 325 395 939
Terrains	728 508 008	728 508 008	728 508 008
Aménagements de terrains			
Constructions	8 666 930 236	8 763 068 048	8 948 097 590
Installations techniques, matériels, outillage			
Autres immobilisations	3 693 389 965	3 830 941 582	2 613 916 541
Immobilisations en cours	49 828 463	61 958 009	34 873 800

Variation annuelle	256 678 630	245 818 975	-1 059 079 708
---------------------------	--------------------	--------------------	-----------------------

dont immobilisations affectées par le Pays			
Terrains nus			
Terrains aménagés			
Constructions			
Matériel de transport affecté			
Autres			
Variation annuelle			

Immobilisation financières	5 674 460 586	6 151 894 439	6 495 376 921
-----------------------------------	----------------------	----------------------	----------------------

Total actif immobilisé	22 952 621 455	24 154 484 290	21 728 110 177
-------------------------------	-----------------------	-----------------------	-----------------------

En F CFP	2022	2023	2024
Créances et comptes rattachés (Brut)	279 676 353 570	304 609 830 823	315 278 273 447
dont Créances < 1 an	54 284 343 239	58 008 071 739	59 478 572 038
dont Créances > 1 an	214 504 962 073	237 048 843 153	245 942 104 469
dont Créances douteuses	10 887 048 258	9 552 915 931	9 857 596 940
Provisions	6 045 434 690	5 599 230 766	5 569 899 140

En F CFP	2022	2023	2024
Trésorerie	92 015 625 576	103 591 023 109	103 494 216 080
VMP			
Disponibilités	92 015 625 576	103 591 023 109	103 494 216 080

PASSIF :

En F CFP	2022	2023	2024
Capitaux propres	40 346 091 367	41 840 754 779	43 194 973 039
Capital social	22 000 000 000	22 000 000 000	22 000 000 000
Réserve légale	1 863 596 093	1 938 629 091	2 024 866 262
Réserves statutaires	14 444 187 819	15 569 734 776	16 863 281 017
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice	1 500 659 955	1 724 743 412	1 619 178 260
Subvention d'investissement			
Provisions réglementées	295 000 000	365 000 000	445 000 000
Prime d'émission	242 647 500	242 647 500	242 647 500

En F CFP	2022	2023	2024
Autres fonds propres	2 571 170 485	2 548 405 567	2 496 327 165
Provisions pour risques et charges	2 571 170 485	2 548 405 567	2 496 327 165

En F CFP	2022	2023	2024
Endettement	327 764 356 384	363 140 285 539	372 137 840 446
Emprunt auprès Etab. Bancaires	41 574 791 425	62 435 094 674	67 185 220 954
Emprunts et dettes financières divers	282 163 767 464	295 077 894 322	301 005 565 314
Avance du Pays			
Dettes fournisseurs	689 219 513	838 358 154	842 717 094
Dettes fiscales	1 916 955 499	2 083 569 645	1 805 158 962
Autres dettes	1 419 622 483	2 705 368 744	1 299 178 122

Agrégats du compte de résultat :

En F CFP	2022	2023	2024
Résultat d'Exploitation	4 661 318 073	2 739 709 455	2 298 485 133
Charges d'exploitation	13 304 897 614	16 297 855 179	18 344 809 575
dont Exploitation courante			
dont Impôts et taxes	506 312 110	556 362 783	549 234 396
dont charges de Personnel	4 612 128 846	4 778 340 180	4 978 028 914
dont Autres charges	5 990 659 662	8 149 674 841	10 151 172 838
dont DAP	2 195 796 996	2 813 477 375	2 666 373 427
Produits d'exploitation	17 966 215 687	19 037 564 634	20 643 294 708
dont Chiffre d'affaires	12 677 175 161	16 065 629 994	18 248 344 264
dont subvention d'exploitation			
dont Autres produits	5 289 040 526	2 971 934 640	2 394 950 444
Résultat Financier	781 297 382	798 393 966	750 106 307
Charges financières	17 578 270	12 564 255	12 173 024
dont intérêts sur emprunt			
dont intérêts sur avance du Pays			
dont DAP			
Produits financiers	798 875 652	810 958 221	762 279 331
dont produits de participation	359 165 083	212 837 111	216 719 900
Résultat Exceptionnel	-2 680 487 511	-641 840 987	-586 078 080
Charges exceptionnelles	3 665 977 257	1 452 546 490	1 463 844 666
dont sur opération de gestion	982 295 306	734 305 948	650 932 036
dont sur opération en capital	1 171 251	32 583 014	319 023 530
Produits exceptionnels	985 489 746	810 705 503	877 766 586
dont sur opération de gestion	315 310 688	456 851 541	588 570 636
dont sur opération en capital	7 772 127	7 470 384	7 194 750
Impôt sur les sociétés (IS)	1 261 467 989	1 171 519 022	843 335 100
Résultat de l'exercice	1 500 659 955	1 724 743 412	1 619 178 260

Etat de la dette bancaire :

Date de signature	Prêteur	Taux (%)	Dernière échéance	Capital initial en FCFP	Encours au 01/01/2025 en FCFP	Annuité 2025 en FCFP	Total intérêts payés en 2025
09/07/2010	BEI	1,934	17/05/27	238 663 484	47 466 857	18 713 115	838 716
09/07/2010	BEI	1,934	17/05/27	34 511 695	6 863 901	2 705 992	121 282
09/07/2010	BEI	1,822	15/05/26	152 384 726	19 471 080	12 921 772	299 797
18/11/2013	BEI	1,750	15/05/25	27 756 563	1 505 678	1 505 678	13 248
18/11/2013	BEI	0,792	15/05/25	131 834 010	6 842 121	6 842 121	27 245
18/11/2013	BEI	0,686	15/11/26	347 054 296	65 060 768	32 418 995	395 779
18/11/2013	BEI	1,476	15/11/25	513 603 819	54 834 190	54 834 190	614 519
18/11/2013	BEI	1,780	15/05/29	596 658 711	214 940 227	46 294 285	3 669 419
18/11/2013	BEI	1,182	15/05/26	283 634 010	44 705 038	29 715 464	446 257
22/10/2009	BRED	3,000	30/09/26	1 789 976 134	252 509 298	142 671 243	5 979 971
31/12/2009	AFD - Obligataire	3,660	31/10/25	1 789 976 134	119 331 742	119 331 742	3 275 656
22/06/2011	AFD - Obligataire	2,930	30/04/26	2 505 966 587	250 596 659	167 064 439	6 118 735
22/06/2011	AFD - Obligataire	3,000	31/10/26	1 670 644 391	222 752 575	111 376 294	5 847 255
22/08/2012	AFD - Obligataire	2,870	31/03/27	3 579 952 267	707 725 109	277 054 810	18 338 004
22/08/2012	AFD - Obligataire	2,710	31/03/27	3 579 952 267	701 336 619	274 884 280	17 156 414
18/12/2012	AFD - Obligataire	2,730	31/10/27	1 193 317 422	313 825 111	101 785 045	7 877 452
11/06/2013	AFD - Obligataire	3,030	30/04/28	1 789 976 134	590 319 766	162 371 440	16 665 972
11/06/2013	AFD - Obligataire	3,340	30/04/28	2 386 634 845	796 525 432	218 235 906	24 796 770
18/12/2012	AFD - Obligataire	3,230	31/10/27	1 193 317 422	321 028 848	103 599 709	9 539 365
11/06/2013	AFD - Obligataire	2,870	31/10/27	1 193 317 422	315 837 728	102 293 851	8 335 813
18/12/2012	AFD - Obligataire	3,030	31/10/27	1 193 317 422	318 142 113	102 874 692	8 866 289
11/06/2013	AFD - Obligataire	3,200	30/04/28	2 983 293 556	990 329 317	271 814 216	29 533 282
23/09/2014	AFD - Obligataire	1,940	31/01/25	3 579 952 267	195 885 377	195 885 377	1 900 088
23/09/2014	AFD - Obligataire	1,740	31/01/25	1 789 976 134	97 054 313	97 054 313	844 373
15/01/2020	AFD - Obligataire	0,860	31/10/29	4 000 000 000	2 500 000 000	500 000 000	20 699 722
10/03/2020	AFD - Obligataire	0,910	31/10/29	3 000 000 000	1 875 000 000	375 000 000	16 427 396
23/03/2020	AFD - Obligataire	0,890	31/10/29	1 949 880 668	1 218 675 418	243 735 084	10 442 491
08/11/2023	AFD - Obligataire	4,520	31/05/35	11 933 174 224	11 933 174 224	596 658 711	546 870 857
17/05/2024	AFD - Obligataire	4,150	31/05/35	2 983 293 556	2 983 293 556	149 164 678	125 526 220
TOTAL				58 412 020 165	27 165 033 065	4 518 807 441	891 468 386